



## **PERSONNEL DASIPE/DA/DPEJ/DPMI EN COLERE A TOUS LES PERSONNELS**

**MOBILISATION LE 26 JUIN 2023 A 14H  
A LA MAISON DES SYNDICATS-CRETEIL**

**Pour des services publics de proximité !**

**Pour de meilleures conditions de travail !**

**Pour une vraie reconnaissance salariale !**

Une assemblée générale des personnels des Espaces Départementaux des Solidarités (EDS) et de la Direction de l'autonomie (DA), s'est tenue le 15 juin 2023 en présence de plus de 60 personnes.

Les échanges ont été riches et ont concerné plus particulièrement la procédure suspendant les « jours de pénibilités », les questions du régime indemnitaire et le projet portant sur « la polyvalence de demain » avec des mouvements dans plusieurs EDS. (Alfortville, Fontenay...).

**Le constat est sans appel, le SERVICE PUBLIC dans le Val-de-Marne est menacé notamment dans le secteur social: 750 postes vacants dont une centaine dans les EDS, redéploiement de plusieurs postes de travailleurs sociaux EDS qui seront transformés pour la plateforme RSA, des fermetures de services (fin des espaces d'insertion), fusion de service (EDS de Champigny, placements familiaux, crèches...), privatisation des missions...**

Ce qui inquiète fortement les personnels est la fin notamment du service public de proximité intervenant au plus près des personnes les plus vulnérables et cette nouvelle dégradation des conditions de travail engendrée par un manque criant de personnel. **Faire mieux avec moins n'existe pas !**

A cela s'ajoute le mépris et le peu de reconnaissance, sentiment renforcé d'autant plus suite à la décision de suspendre des « jours de pénibilités » sur les risques psychos sociaux et d'une revalorisation salariale pas à la hauteur des besoins.

Par ailleurs rien n'empêchait l'employeur, M. Capitanio, de faire un recours à la décision du juge des référés. Or, l'exécutif semble se satisfaire d'attendre un jugement sur le fond qui prendra plusieurs années.

A la CGT, nous ne pouvons pas nous contenter de cela et nous avons demandé à l'employeur de réagir. Nous avons aussi pris nos responsabilités en prenant part à la procédure sur le fond afin de faire entendre la parole des agent.e.s.

Au cours de nos échanges, il a été posé plusieurs revendications que nous allons relayer auprès de l'exécutif notamment celles de disposer des « jours de pénibilités » au prorata du temps écoulé jusqu'à la décision du tribunal.

- **Pour que de réels échanges aient lieu sur le devenir de l'action sociale et le projet de fusion des EDS**
- **Pour que les négociations salariales notamment pour les « oubliés du Ségur » n'oublient réellement personne comme nos collègues des placements familiaux,**

**NOUS APPELONS L'ENSEMBLE DES PERSONNELS A NOUS REJOINDRE LE 26 JUIN A 14H A LA MAISON DES SYNDICATS, JOUR DU CONSEIL DEPARTEMENTAL POUR DONNER UN**

**CARTON ROUGE A NOTRE EMPLOYEUR**

**NOUS DEMANDONS UNE AUDIENCE EN PRESENCE DES ELU.ES CONCERNE.ES !**